

Han DONGFANG
(en collaboration avec Michaël
SZTANKE)

Mon combat pour les ouvriers chinois
 (Éditions Michel Lafon, 2014, 240 p. 17,95 €)



« Un mouvement ouvrier a véritablement émergé en Chine avec la multiplication des grèves et des conflits. De plus en plus de travailleurs n'hésitent plus à porter plainte devant la justice. Même si la plupart du temps, ces plaintes n'aboutissent pas, c'est un tournant dans leur psychologie. Une vraie conscience de classe s'affirme qui peut transformer la Chine et profiter au reste du monde du travail en consolidant les solidarités et les luttes pour de meilleures conditions sociales ». Han Dongfang se félicite de cette perspective : c'est son combat. Adolescent pendant la révolution culturelle lancée par Mao en 1966, puis soldat de l'armée populaire, il est devenu ouvrier dans la compagnie nationale des chemins de fer. Ce fils de paysan, est une figure du mouvement de contestation du printemps de 1989 pour avoir créé la Fédération autonome des travailleurs de Pékin. Il le paya de 2 ans de prison et d'un exil aux États-Unis. Il vit aujourd'hui à Hong Kong où il a fondé le *China Labour Bulletin*, une source incontournable pour

prendre le pouls des revendications ouvrières en Chine. Depuis 20 ans, avec son équipe de juristes et de chercheurs, il aide à distance les salariés, les informant de leurs droits en vertu des lois chinoises sur le travail encore trop peu respectées.

Cette expérience de terrain et sur le long terme fait du livre de Han Dongfang écrit en collaboration avec le journaliste Michaël Sztanke un instrument précieux pour comprendre la transformation des mentalités du monde du travail chinois dans un contexte économique et politique lui-même en pleine mutation.

Il est d'abord fort intéressant de suivre le parcours de l'auteur lui-même et de son positionnement. L'ancien contestataire de la place Tian An Men rejette aujourd'hui l'étiquette de dissident et se présente plutôt comme un « activiste du droit du travail ». Il s'en explique par son évolution personnelle nourrie de ses liens avec les salariés de l'industrie de la province du Guangdong essentiellement et plus globalement avec des acteurs du mouvement

ouvrier de par le monde : salariés et syndicalistes. « J'ignorais ce qu'un syndicat devait être, pourquoi il fallait le créer et comment assurer son fonctionnement, confie-t-il. Mon approche était plutôt politique, car j'avais lu des articles sur *Solidarnosc*, en Pologne. Longtemps j'ai cru que rien ne pourrait évoluer sans la mise en place d'un système démocratique qui favorise des syndicats libres. Je me trompais. Grâce à de nombreuses discussions avec les ouvriers, je me suis aperçu que leurs questions étaient concrètes et que leurs revendications visaient l'amélioration de leur quotidien et n'avaient aucun lien avec les mots "démocratie" ou "syndicat". Je suis devenu plus pragmatique. Nous sommes alors totalement sortis des questions politiques et des références à *Solidarnosc*. Nous sommes entrés dans une phase militante concrète active sur le terrain et proche de la société civile ». Cette nouvelle démarche veut contourner le pouvoir politique sans confrontation directe avec les autorités. Elle ne fait pas l'unanimité au sein des milieux activistes de Hong Kong, mais pour Han Dongfang, elle est la plus réaliste et la plus apte à faire progresser la condition ouvrière face à la mondialisation.

« Nous ne voulons pas faire la révolution », explique-t-il lors de son récent passage à Paris « Mon but est de défendre les ouvriers chinois en favorisant les négociations collectives dans les conflits sociaux. C'est une approche constructive déconnectée des enjeux idéologiques et de pouvoir. Nous ne cherchons pas

l'affrontement politique. Je le dis aux ouvriers : "Si le Parti communiste quittait le pouvoir, votre vie serait la même et vous seriez exploités de la même manière, par le même patron, qui serait alors soutenu par des officiels différents. L'autonomie et la liberté à l'égard du Parti sont nécessaires. Pour autant, dans notre stratégie, la première des priorités consiste à ne pas être soumis au patronat. Les syndicats doivent d'abord conquérir leur indépendance vis-à-vis des employeurs et briser leur toute-puissance par la négociation collective. » Han Dongfang estime ainsi que le moment est « idéal » car beaucoup d'éléments ont changé en Chine ces dernières années. Après trois décennies de réformes de l'économie de marché, différents groupes d'intérêts ont surgi : le développement économique du pays, longtemps tourné vers les exportations qui imposaient un faible coût de main-d'œuvre, a aujourd'hui besoin de l'essor d'un marché intérieur. Donc d'une augmentation du pouvoir d'achat du plus grand nombre pour tirer la croissance.

Dans le même temps, une nouvelle génération d'ouvriers, plus revendicative, plus éduquée connaissant mieux ses droits, a changé le paysage social chinois. Avant les réformes économiques lancées par Deng Xiaoping en 1978, tout une génération d'ouvriers, dont celle de Han, travaillait principalement dans des entreprises d'État. « Mon emploi, par exemple, m'a été attribué par le gouvernement. J'en étais reconnaissant. Je bénéficiais d'une protection sociale élémentaire

et d'un revenu mensuel ». Han reconnaît que cette génération n'était pas combative. Après les réformes, l'afflux de millions de paysans venus travailler dans des usines et ateliers du littoral et soumis à une très forte exploitation a commencé à changer la donne. Mais cette génération restait encore très attachée à la terre et ne se vivait pas entièrement comme appartenant au monde ouvrier. Ce qui n'est plus le cas de leurs enfants. Les jeunes ouvriers d'aujourd'hui ont une identité de classe bien plus forte. Ce ne sont plus des victimes passives de l'exploitation ; ce sont des acteurs face à la mondialisation. La hausse des conflits sociaux en est la preuve. On estime à plus de 80 000 le nombre de grèves chaque année en Chine. Les nouvelles générations ont moins peur, surtout celles nées après les années 1990. Ils voient leur propre situation, celle de leurs collègues d'usine et celle des ouvriers alentour. Grâce à Internet et aux réseaux sociaux, notamment, ils s'organisent et

commencent à se défendre. Ils savent qu'ils sont des centaines de millions. Parfois, ils apprennent qu'une grève a démarré ici ou là, et ils se disent : « Pourquoi pas nous ? ».

Le syndicat officiel « commence doucement à se réveiller et à essayer de réajuster son rôle », constate Han. « Il est clair que les changements doivent avoir lieu avec lui : il doit accepter que les ouvriers puissent avoir leur propre organisation ou qu'il devienne lui-même capable de porter la défense des intérêts des salariés ; déjà, dans certaines entreprises, le responsable du syndicat officiel a été élu directement par les ouvriers ». Reste à former ces élus à une réelle pratique syndicale et les pousser à se réformer de l'intérieur. L'enjeu concerne la société chinoise tout entière. Les revendications formulées par les jeunes ouvriers ne sont plus simplement liées à leur survie, mais à leur insertion dans les villes pour profiter du développement de la Chine en tant que citoyens à part entière.